

Une grande figure disparaît

Un vieux chêne s'est abattu, sans fracas, à Rezé. le 16 janvier. Alexandre Hébert n'est plus.

Un soir de l'hiver 56 nous étions cinq ou six, syndiqués à FO, à la CGT ou à la FEN à l'attendre place Viarme dans un café tenu par des algériens.

Secrétaire de l'UD FO depuis 48, il revenait de Couëron où faisaient grève les gars du laminoir. Le mot d'ordre était «augmentation uniforme, la même pour tous», sensé unifier les luttes. Pour Alexandre Hébert, c'est la généralisation des grèves qui devait déboucher sur la grève générale plutôt qu'un décret des appareils syndicaux : le contraire des « journées d'action » démobilisatrices infligées en série aujourd'hui.

Le petit groupe que nous formions s'intitulait le C.L.A.D.O. (Comité des liaisons et d'actions pour la démocratie ouvrière). Légèrement pompeux pour ce qui concerne les «liaisons» et l'action, il n'en était pas moins significatif quand il invoquait la démocratie ouvrière. Le C.L.A.D.O. entendait reprendre entre syndicalistes anarchistes, trotskystes et réformistes le dialogue et l'action commune que les staliniens avaient condamnée, Alexandre se voyait le Bakounine d'une reconstruction de la première Internationale.

Ce courant lutte de classe intervient dans les instances de FO et de la FEN contre la guerre d'Algérie, pour le rapatriement du contingent, par conséquent contre le vote PC-PS accordant à Guy Mollet des «pouvoirs spéciaux» permettant la poursuite de la tuerie. Les camarades défendant les mêmes positions se font virer de la CGT.

Puis ce fut la campagne du double Non quand De Gaulle voulut instituer par référendum un Sénat économique attribuant aux syndicats un rôle de législateurs. Farouchement attaché au principe de l'indépendance édicté dans la Charte d'Amiens, Alexandre fut un fer de lance dans ce combat qui aboutit à la démission de De Gaulle.

Un combat perpétuel face aux tentatives permanentes d'intégration des syndicats à l'Etat, sous de formes variées, dont l'actuelle tenue d'«Etats généraux de l'Industrie» avec la complicité de certains appareils syndicaux. Orateur talentueux, applaudi par le congrès debout, Alexandre ne retrouvait pas forcément cette effusion lors des élections à la Commission exécutive confédérale.

Son terrain de prédilection était l'Union départementale, creuset où l'action interprofessionnelle forge la conscience de classe. Fonction que Fernand Pelioutier assignait, en son temps, aux Bourses du travail.

Ce type d'organisation à liaisons horizontales et fédératives a trouvé son antipode parfait avec la construction d'une Union Européenne, à base de centralisme et de subsidiarités, destinée à détruire nos acquis sociaux et démocratiques, Alexandre dénonçait dans cette entreprise une résurgence du «Saint Empire Romain Germanique», concrétisant les principes de l'encyclique «Rerum novarum».

En 1982 il intervient devant 10 000 personnes réunies à Pantin par le comité de l'Appel aux Laïques où il côtoie P. Lambert et M. Blondel. Jusqu'à épuisement de ses forces, il militera activement à l'Unedic.

Aux week-ends loin des tribunes, Alexandre sillonnait en voiture les campagnes de Normandie, du Lyonnais, des Deux-Sèvres... pour y rencontrer des copains susceptibles de constituer des groupes de l'Union des Anarcho-Syndicalistes (U.A.S.) autour du périodique «l'Anarcho-syndicaliste». Sa ferveur s'exprimait par une grande jovialité. Il accordait du prix à l'amitié. Allergique au grégarisme, il préférait les «pourceaux d'Epicure» aux «moutons de Panurge».

Autodidacte, il citait La Boétie et son «discours sur la servitude volontaire». Il connaissait les œuvres de Paul Léautaud, Benoît Méchain, Laurent Taillade, Lautréamont, Claude Tillier ... Il récitait Gaston Coûté. On enterra le poète de G.Bécaud dans «un champ où poussèrent des bleuets». Dans le champ d'Alexandre pousseront des chardons... à fleurs bleues.

Alexandre n'était pas «l'anti-communiste viscéral» que des esprits superficiels ont voulu y voir. Sinon, comment expliquer son amitié avec P. Lambert, il était admiratif de l'anarchiste A. Lapeyre qui participa à la reconstruction d'un communisme libertaire en Aragon pendant la guerre d'Espagne, il ne confondait pas communisme (tout le pouvoir aux soviets) et stalinisme (dictature d'un parti).

Anarchiste au sens où E. Reclus définissait l'anarchie comme une société où le «gouvernement des hommes» serait remplacé par «l'administration des choses», c'est-à-dire où le profit et la propriété privée des moyens de production seraient abolis, le remplacement d'une société capitaliste par une économie collectiviste à structures fédératives. «L'expression suprême de l'ordre» disait Reclus.

Individualiste au sens où l'a développé Max Stirner, le contraire de l'égoïsme bourgeois. L'épanouissement de l'individu qui ne se conçoit que dans une société assurant l'épanouissement de tous les individus, répudiant l'asservissement à une unité mythique, une idéologie, une religion ... «Je n'ai mis ma cause en rien» conclut Stirner.

Anarcho-syndicaliste puisque «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs». L'action collective est indispensable. La référence d'Alexandre était Fernand Péloutier et les Bourses du travail organisées de façon fédérative. aujourd'hui le syndicalisme de masse indépendant «des partis, des églises et de l'Etat», ainsi que le stipule la Charte d'Amiens.

Communiste libertaire, individualiste, anarcho-syndicaliste: une trinité constituant un tout homogène. Tel était Alexandre Hébert quelle que fut l'apparente complexité d'une forte personnalité parfois ombrageuse et colérique., dont certaines initiatives ont pu dérouter ses amis.

Alexandre est mort, son combat continue. Avec son fils Patrick, avec ses amis anarcho-syndicalistes et tous les éléments conscients de la classe ouvrière nous n'avons pas fini de cultiver ses chardons, dans un champ national et international.

Serge MAHE